

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article.

Section 2 : Procédure.

L. 6362-8

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 42 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les contrôles en matière de formation professionnelle peuvent être opérés soit sur place, soit sur pièces.

L. 6362-9

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les résultats du contrôle sont notifiés à l'intéressé.

Cette notification interrompt la prescription courant à l'encontre du Trésor public, au regard des versements dus et des pénalités fiscales correspondantes.

L. 6362-10

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 42 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les décisions de rejet et de versement mentionnées au présent livre prises par l'autorité administrative ne peuvent intervenir, après la notification des résultats du contrôle, que si une procédure contradictoire a été respectée.

L. 6362-11

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 42 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque les contrôles ont porté sur des actions mentionnées à l'article [L. 6313-1](#) ou des activités de conseil en évolution professionnelle financées par l'Etat, les collectivités territoriales, la Caisse des dépôts et consignations, France compétences, Pôle emploi, les commissions mentionnées à l'article [L. 6323-17-6](#), les employeurs, les opérateurs de compétences ou les organismes habilités à percevoir la contribution de financement mentionnée à l'article [L. 6331-48](#), l'autorité administrative les informe, chacun pour ce qui le concerne, des constats opérés.